

## INFORMATIONS GENERALES

<b>Capitale</b> : Alger	<b>Population</b> : 44, 18 millions d'habitants (2021)	<b>PIB</b> : 163 milliards de dollars US (2021)
-------------------------	--	---

## CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

### Loi PPP et autres textes applicables

- Décret présidentiel n°15-247 du 2 Dhou ZI Hidja 1436, correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public
- Loi n°2016-09 du 3 août 2016 relative à la promotion de l'investissement

### Principales lois sectorielles applicables

- Loi n°99-09 du 28 juillet 1999 relative à la maîtrise de l'énergie
- Loi n°02-01 du 5 février 2002, relative à l'électricité et la distribution publique du gaz par canalisations
- Loi n°04-09 du 14 août 2004 relative à la promotion des énergies renouvelables dans le cadre du développement durable
- Décret exécutif n°13-424 du 18 décembre 2013 : modifiant et complétant le décret exécutif n° 05-495 du 26 décembre 2005 relatif à l'audit énergétique des établissements grands consommateurs d'énergie
- Arrêtés ministériels du 02 février 2014 : fixant les tarifs d'achat garantis pour la production d'électricité à partir d'installations utilisant la filière photovoltaïque et les conditions de leur application
- Arrêtés ministériels du 02 février 2014 : fixant les tarifs d'achat garantis pour la production d'électricité à partir d'installations utilisant la filière éolienne et les conditions de leur application
- Décret exécutif n° 17-98 du 26 février 2017 définissant la procédure d'appel d'offres pour la production des énergies renouvelables ou de cogénération et leur intégration dans le système national d'approvisionnement en énergie

	électrique
	- Loi n°2005-12 du 4 août 2005 relative à l'eau
<b>Unité PPP</b>	- Pas d'unité PPP
	- Autorité de régulation des marchés publics et des délégations de service public auprès du Ministère chargé des finances
<b>Définition</b> <b>(Décret présidentiel n°15-247)</b>	Loi/Décret n°207 : La personne morale de droit public responsable d'un service public, peut, sauf disposition législative contraire, confier sa gestion à un délégataire. La rémunération du délégataire est assurée substantiellement par l'exploitation du service public.  La délégation de service public peut prendre selon le niveau de délégation, de risque pris par le délégataire et de contrôle de l'autorité délégante la forme de concession, d'affermage, de régie intéressée ou de gérance (art.210).
<b>Principes généraux</b> <b>(Décret présidentiel n°15-247)</b>	Principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats, et de transparence des procédures, dans le respect des dispositions du présent décret (art.5).  Principes de continuité, d'égalité et de mutabilité (art.209)
<b>Mode de passation / Choix du partenaire privé</b>	En attente du décret exécutif
<b>Évaluation des projets</b>	En attente du décret exécutif
<b>Négociation et signature du contrat PPP</b>	En attente du décret exécutif
<b>Droits et obligations de la personne publique</b>	En attente du décret exécutif
<b>Droits et obligations du partenaire privé</b>	En attente du décret exécutif
<b>Droit et obligations des deux partenaires</b>	En attente du décret exécutif

**Droit applicable**

Toute marche publique doit contenir la loi applicable et la clause de règlement des litiges. (art. 95)

**Règlement des différends**

**(Décret présidentiel n°15-247)**

L'Autorité de régulation des marchés publics et des services publics statue sur les litiges nés de l'exécution des marchés publics conclus avec des partenaires cocontractants étrangers (art.213)

**EXEMPLES DE PROJETS  
REALISES SOUS FORME  
DE PPP****Énergie**

Centrale hybride solaire/gaz d'une capacité de 150 MW à Hassi R'mel

**Port**

Concessions de terminaux à conteneur port d'Alger

**Eaux et Assainissement**

Station de dessalement à Djerba en mode DBOOT

Contrats de management pour la gestion de l'eau potable à Alger, Oran, Constantine